



Formation laïcité pour les enseignants : une initiative « absolument nécessaire »



FOCUS - L'annonce par le ministre de l'Éducation nationale d'une formation à la laïcité pour le personnel éducatif est saluée par le directeur de l'Observatoire de l'Éducation de la Fondation Jean Jaurès.

Autocensure des professeurs « *pour éviter les incidents* », « *retenue, pour employer un registre euphémique* » du corps enseignant, « *désarroi le plus souvent feutré* »... Lundi 14 juin, Jean-Pierre Obin, ancien Inspecteur général de l'Éducation nationale, a rendu un rapport sans concession sur la formation du personnel éducatif aux principes de la laïcité. Commandé en février par Jean-Michel Blanquer, quelques semaines seulement après l'assassinat de Samuel Paty, ce texte de 19 pages pointe les lacunes des enseignants en la matière et le besoin vital de leur faire bénéficier d'une formation spécifique.

À lire aussi : François Clavairoy: « La laïcité est le fruit du génie de la République »

Un signal d'alarme semble-t-il entendu par le ministre de l'Éducation nationale, qui a annoncé dans la foulée de ce document un plan de formation à la laïcité sur quatre ans pour tous les enseignants. Ainsi, dès la rentrée de septembre, « *1 000 formateurs issus de toutes les académies et de tous les départements vont bénéficier d'une formation renforcée et intensive* », a promis le pensionnaire de la rue de Grenelle dans un communiqué. « *Ce réseau de formateurs organisera ensuite les formations dans chaque école, collège ou lycée, à destination de tous les personnels, quel que soit leur statut* », a-t-il ajouté, sans préciser les modalités de ce nouveau dispositif.

Lutter contre l'autocensure

« *Le constat [du rapport] est le bon* », se félicite auprès du *Figaro* Rémy Sirvent, secrétaire national du syndicat SE-Unsa au secteur laïcité, école et société. La situation est en effet critique : le syndicaliste rappelle qu'en 2018, un sondage avait été mené auprès des enseignants sur leur rapport à la laïcité et la façon dont ils étaient sensibilisés à la question. Résultat : « *94% d'entre eux reconnaissent n'avoir jamais suivi de formation continue et 74% n'avoir jamais bénéficié de formation initiale* », se souvient-il. Une méconnaissance du sujet qui « *favorise des situations de grandes prudences, voire d'autocensure* », selon lui.

« Mettre l'enseignant face à des situations réelles, des discours de posture et de fond » Iannis Roder, directeur de l'Observatoire de l'Éducation de la Fondation Jean Jaurès



Cette autocensure, Iannis Roder, membre du Conseil des Sages de la laïcité et directeur de l'Observatoire de l'Éducation de la Fondation Jean Jaurès, l'avait aussi pointée en début d'année dans une enquête alarmante qu'il avait dirigée pour la fondation. Il y était révélé que 27% des enseignants s'autocensuraient « régulièrement » ou « de temps en temps ». Pour ce professeur agrégé d'histoire, enseignant depuis 1999 dans un lycée de ZEP en Seine-Saint-Denis, ce phénomène est d'abord lié au « fait de ne pas être assuré sur ses bases scientifiques et pédagogiques ». La formation aura alors un réel impact : celui de « mettre l'enseignant face à des situations réelles, des discours de posture et de fond ».

À lire aussi : Luttres d'influence au sein du gouvernement sur la laïcité

« Je vois souvent de jeunes collègues qui me disent, notamment dans les établissements sensibles : "Je ne me sens pas capable, parce que je n'ai pas été formé" », confie Iannis Roder. L'initiative de Jean-Michel Blanquer leur donnera dès lors les outils nécessaires pour faire face à leurs élèves les plus récalcitrants. « Je ne sais pas si on réglera tous les problèmes, mais il faut les former [les enseignants] », insiste le professeur, lui-même formateur, avant d'ajouter : « Je ne dis pas que ce sera le miracle absolu, mais c'est absolument nécessaire ».

Prendre en compte la « mixité sociale »

Pour Rémy Sirvent, le gouvernement doit en revanche aller beaucoup plus loin lors des formations, en explorant deux autres paramètres. D'abord, « la mixité sociale à l'école ». « De plus en plus, on se rend compte que les jeunes sont séparés en fonction de leur couleur de peau, de leur religion, de leur éducation ou de leur richesse », confie le syndicaliste au *Figaro*, alertant sur la menace réelle de « ségrégation ». Un constat partagé par Iannis Roder : « La mixité sociale, qui équivaut aujourd'hui à une mixité culturelle, pousse les élèves à une confrontation, avec des visions du monde différentes ». « C'est le problème de la ghettoïsation, quand seul le professeur devient porteur d'une vision différente », résume l'enseignant auprès du *Figaro*. Pour lui, « l'école doit être un espace de confrontation entre les visions du monde des élèves ».

À lire aussi : Le lancement précipité des états généraux de la laïcité

Mais des réflexions existent déjà sur ce sujet, indique Iannis Roder. Des expériences sont par exemple menées dans l'académie de Paris, au collège, mais aussi dans la nouvelle procédure d'affectation au lycée en classe de seconde. Une expérimentation « par cohortes » est ainsi menée dans les collèges du 18^e arrondissement de la capitale : « les 6^e d'un quartier vont tous dans le même collège, les 5^e dans un autre, etc. » explique l'enseignant. « Pour le lycée, il s'agit de créer de la mixité sociale en permettant aux élèves boursiers, donc des quartiers populaires, d'accéder à des lycées renommés », ajoute-t-il.

Autre point névralgique du combat pour la laïcité, selon Rémy Sirvent : « la question de la pauvreté ». « Ce sera très difficile de demander à des élèves qui mangent mal ou peu, qui sont mal soignés et mal habillés, d'embrasser la République », fait valoir le syndicaliste, rappelant au passage qu'un élève sur dix vit sous le seuil de pauvreté.

